Journée mondiale de la santé au Burundi

@rib News, 08/04/2009 â€“ Source Site du Conseil RÃ©gional du Pays de la LoireLe 7 avril, la journÃ©e mondiale de la santÃ© Ã©tÃ© marquÃ©e au Burundi par l'inauguration d'un centre de rÃ©fÃ©rence pour le traitement des fistules, pathologie trÃ¨s invalidante pour de nombreuses femmes Burundaises. Ce Centre a Ã©tÃ© crÃ©Ã© au sein de l'hÃ´pital de Kamenge Ã Bujumbura par GynÃ©cologies sans FrontiÃ¨res avec le soutien de la RÃ©gion des Pays de la Loire.Le centre de rÃ©fÃ©rence pour le traitement des fistules a Ã©tÃ© inaugurÃ© par la femme du prÃ©sident de la RÃ©publique burundaise [NdlR : Mme Denise Nkurunziza Bucumi] en prÃ©sence notamment de Jacques Auxiette, prÃ©sident du Conseil rÃ©gional (photo), qui conduit actuellement une mission d'Ã©valuation des actions engagÃ©es depuis prÃ¨s de 2 ans dans ce pays. Actuellement au Burundi prÃ¨s d'une femme sur 10 meurt pendant ou Ã la suite d'un accouchement. La proportion est 1000 fois plus faible en France.
PANA, 07/04/2009 La JournÃ©e mondiale de la santÃ© cÃ©lÃ©brÃ©e dans la morositÃ© au BurundiBujumbura, Burundi (PANA La cÃ©lÃ©bration, mardi, de la JournÃ©e mondiale de la santÃ©, a Ã©tÃ© gÃ¢chÃ©e, au Burundi, par la grÃ¨ve "illimitÃ©e" qu'observent depuis plusieurs semaines les personnels soignants sur fond de revendications salariales et sans service minimum.Le dialogue a fini par cÃ©der la place au chantage rÃ©ciproque, l'Etat menaÃ§ant les grÃ©vistes de leur couper carrÃ©ment les vivres, les professionnels de la SantÃ©, de leur cÃ´tÃ©, allant jusqu'Ã vouloir rendre le tablier plutÃ´t que de continuer Ã travailler pour un "salaire de misÃ¨re".A titre indicatif, disent les professionnels de la SantÃ©, un mÃ©decin gÃ©nÃ©raliste dÃ©butant ne toucherait qu'un salaire de base de 55.000 Francs burundais (prÃ¨s de 55 dollars US) pendant que dans certains autres services publics, ces rÃ©munÃ©rations sont souvent 20 fois plus Ã©levÃ©es.Du cÃ´tÃ© de l'opinion, d voix continuent de s'Ã©lever contre de telles disparitÃ©s salariales de nature Ã attiser des conflits sociaux aux consÃ©quences incalculables.AprÃ¨s la principale association de dÃ©fense des droits de l'Homme, "ITEKA", (dignitÃ©, en langue nationale kirundi), l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (OLUCOME, indÃ©pendante) est montÃ©, Ã son tour au crÃ©neau mardi contre ces disparitÃ©s salariales dans la Fonction publique.Le prÃ©sident de l'OLUCOME, Gabriel Rufyiri, a demandÃ© qu'Ã diplÃ´me Ã©gal corresponde un salaire Ã©gal dans toute la Fonction publique burundaise.Le bouillant dÃ©fenseur de la bonne gestion des deniers publics est allÃ© encore plus loin en appelant les citoyens au port d'habits noirs pour la journÃ©e du 9 avril, en guise de protestation contre la mise en danger des vies humaines par l'absence de solutions Ã la dÃ©licate grÃ¨ve des mÃ©decins.